

# République démocratique du Congo – Situation d'urgence complexe

22 novembre 2022

## COUP D'ŒIL SUR LA SITUATION

<b>106,7</b> <b>MILLIONS</b> Population estimée de la RDC <i>OCHA, décembre 2021</i>	<b>27</b> <b>MILLIONS</b> Estimation du nombre de personnes ayant besoin d'une assistance en 2022	<b>5,7</b> <b>MILLIONS</b> Estimation du nombre de PDIP en RDC <i>HCR, août 2022</i>	<b>928 957</b> Estimation du nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile congolais dans les pays voisins <i>HCR, octobre 2022</i>	<b>521 512</b> Estimation du nombre de réfugiés ayant trouvé asile en RDC <i>HCR, septembre 2022</i>
--	---	---	---	--

- De nouveaux affrontements entre les FARDC et les combattants du M23 dans les territoires de Rutshuru et Nyiragongo, dans la province du Nord-Kivu, ont provoqué le déplacement de plus de 300 000 personnes entre le 20 octobre et le 21 novembre.
- Le conflit et les déplacements qui en résultent continuent d'exacerber l'insécurité alimentaire à travers la RDC, avec environ 26 millions de personnes qui devront faire face à une insécurité alimentaire aiguë jusqu'en décembre.
- Dans le territoire de Beni, au Nord-Kivu, les attaques des Forces démocratiques alliées (ADF) contre les civils et les centres de santé ont entraîné des déplacements récurrents, au moins 10 décès de civils, des enlèvements et la destruction d'infrastructures. Les populations touchées par les violences intercommunautaires dans les provinces du Kwilu et Mai-Ndombe, dans l'ouest de la RDC, ont toujours un besoin urgent d'aide humanitaire



## TOTAL DU FINANCEMENT HUMANITAIRE DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS

 USAID/BHA<sup>1</sup> 42 196 635 \$

En interventions d'urgence en RDC pour l'exercice fiscal 2023

Pour connaître la répartition complète du financement entre les partenaires, voir le tableau détaillé en page 7

**Total 42 196 635 \$**
<sup>1</sup> Bureau USAID d'assistance humanitaire : USAID's Bureau for Humanitarian Assistance (USAID/BHA)

## PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS

### **Les affrontements entre les FARDC et les combattants du M23 provoquent des déplacements à Rutshuru et Nyiragongo**

De nouveaux affrontements entre les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et des combattants du Mouvement du 23 mars (M23) dans les territoires de Rutshuru et Nyiragongo ont provoqué le déplacement de plus de 300 000 personnes entre le 20 octobre et le 21 novembre, selon l'ONU. À compter du 12 novembre, environ 110 000 personnes résidaient dans les zones occupées par le M23 et étaient confrontées à de nombreuses violations de leur protection, notamment la violence sexiste, le recrutement forcé par des groupes armés, le pillage des logements et des magasins, le vol de biens et de bétail, et la torture. Environ la moitié des personnes déplacées sont hébergées par des communautés d'accueil, tandis que beaucoup d'autres sont hébergées dans des sites et des centres collectifs, notamment des églises, des écoles et des stades. Les acteurs de l'aide notent que l'occupation d'écoles et l'utilisation d'installations scolaires comme abris par les personnes déplacées internes (PDI) est particulièrement inquiétante, car elle peut générer des risques de protection pour les enfants, y compris un risque et une incidence accrus de violence domestique, de travail forcé et d'abus sexuels. Les affrontements entre les FARDC et les combattants du M23 ont également conduit à la destruction complète et au pillage du site d'accueil des PDI de Rwsa II (Rutshuru), qui abritait auparavant environ 24 000 personnes. Les acteurs de l'aide signalent que l'aide d'urgence pour l'alimentation, la santé, la nutrition, la protection, les abris, et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH) sont des besoins prioritaires parmi les populations affectées. Cependant, environ 80 pour cent des zones contrôlées par le M23 restent inaccessibles aux acteurs humanitaires, selon l'ONU. Cela concerne en particulier la route reliant la capitale du Nord-Kivu, Goma, et la ville de Rutshuru, qui est fermée en raison des combats en cours.

En réponse à l'augmentation rapide des besoins humanitaires engendrés par les déplacements dans le territoire de Rutshuru, le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies, partenaire de l'USAID/BHA, a procédé à des distributions d'aide alimentaire d'urgence en nature à plus de 44 000 personnes déplacées internes entre le 1er et le 6 novembre dans les localités de Kanyaruchinya et Munigi dans le territoire de Nyiragongo. Le programme vise à fournir des haricots, de l'huile de cuisson, de la farine de maïs et du sel pour répondre aux besoins alimentaires de 64 000 personnes pendant au moins 15 jours. Les partenaires de l'USAID/BHA, à savoir le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), ont également aidé environ 2 500 familles de la ville de Kibati, dans le territoire de Nyiragongo, en leur fournissant une aide alimentaire d'urgence et du matériel d'urgence par le biais du mécanisme de réaction rapide financé par l'USAID/BHA entre le 9 et le 15 novembre.

### **Plus de 26 millions de personnes devront faire face à une insécurité alimentaire aiguë jusqu'en décembre**

Selon une analyse de l'IPC publiée en octobre, 26,4 millions de personnes - dont la majorité se trouve dans les zones de conflit de l'est de la République démocratique du Congo (RDC) - devraient connaître des niveaux d'insécurité alimentaire aiguë de type Crise (IPC 3) ou pire encore jusqu'en décembre, dont 3,8 millions de personnes qui devraient être confrontées à des conditions de type Urgence (IPC 4).<sup>2</sup> Les faibles niveaux de production agricole, les prix élevés des denrées alimentaires, le manque d'infrastructures de base et la pauvreté généralisée sont parmi les principaux moteurs de l'insécurité

<sup>2</sup> La classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire (IPC) est une initiative multipartenaire qui a développé une échelle standardisée pour classer la gravité et l'ampleur de l'insécurité alimentaire. L'échelle IPC, qui est comparable à travers les pays et le temps, va de Minimal-IPC 1 à Famine-IPC 5 pour une insécurité alimentaire aiguë.

alimentaire aiguë persistante à l'échelle nationale, tandis que dans l'est de la RDC, le conflit et les déplacements connexes continuent d'exacerber les problèmes de sécurité alimentaire parmi les populations touchées. Cependant, l'IPC prévoit qu'entre janvier et juin 2023, le nombre de personnes confrontées à des niveaux d'insécurité alimentaire aiguë de type Crise ou pire diminuera pour atteindre 24,5 millions, lorsque les populations du centre et du nord de la RDC commenceront à récolter leurs cultures. Néanmoins, les niveaux actuels d'insécurité alimentaire aiguë persisteront probablement dans les zones touchées par le conflit, où près de 832 000 personnes devraient connaître une insécurité alimentaire aiguë de type Urgence jusqu'en juin 2023, en particulier dans les provinces d'Ituri et du Nord-Kivu. De plus, l'IPC prévoit une augmentation continue des prix des intrants agricoles, des denrées alimentaires de base et du carburant dans tout le pays - aggravée par l'invasion de l'Ukraine par le gouvernement de la Fédération de Russie - ce qui risque de compromettre davantage la capacité des ménages à se procurer des aliments nutritifs en quantité suffisante au cours des prochains mois.

### **Les attaques des ADF à Beni exacerbent les risques pour la protection des civils**

Les attaques récurrentes des éléments des Forces démocratiques alliées (ADF) et d'autres groupes armés dans le territoire de Beni au Nord-Kivu ont exacerbé les risques pour la protection des civils tout au long des mois de septembre et d'octobre, entraînant la mort d'environ 49 civils, ainsi que la destruction d'infrastructures publiques, l'enlèvement de plus de 20 personnes et des vagues de déplacement, selon les Nations Unies et les acteurs de l'aide. Dans la zone de santé de Vuhovi à Beni, les acteurs de l'aide continuent de s'inquiéter des risques persistants pour les civils générés par les restes explosifs de guerre et la présence d'éléments ADF et Maï-Maï. De plus, les attaques continues menées par les éléments ADF à Beni en septembre et octobre ont provoqué une nouvelle mobilisation communautaire en faveur des groupes Maï-Maï locaux, augmentant les risques de recrutement et d'utilisation d'enfants.

Au cours du mois d'octobre, les attaques des ADF contre les centres de santé de Beni ont exacerbé les risques pour la protection des civils. Le 20 octobre, une attaque contre un hôpital a fait au moins sept victimes parmi les civils, dont des soignants, selon les médias internationaux. Le 9 novembre, les ADF ont pillé et brûlé un autre hôpital local dans la localité de Kabasha (territoire de Beni) - une zone qui accueille un nombre important de personnes déplacées internes - malgré la présence de troupes des FARDC dans la zone. Selon les Nations Unies, à compter du 23 septembre, les attaques constantes des éléments ADF et d'autres groupes armés risquaient de perturber ou de retarder la livraison de l'aide humanitaire à plus de 250 000 personnes dans les zones de santé de Kamango et d'Oicha (territoire de Beni). Les acteurs de l'aide affirment également que l'activité des ADF le long de la route nationale 2 risque d'entraver l'accès humanitaire et le transport de marchandises entre les villes de Beni et Butembo, ainsi que l'accès des populations locales aux services de santé.

### **La violence dans les provinces de Kwilu et Maï-Ndombe continue de provoquer des déplacements et de limiter l'accès humanitaire**

Selon l'ONU, les affrontements violents entre les membres des communautés ethniques Teke et Yaka dans les provinces de Kwilu et Maï-Ndombe ont fait au moins 180 morts et déplacé plus de 48 000 personnes depuis juillet, tandis que 2 600 autres personnes ont été déplacées vers la République du Congo à la fin octobre. Bien que le nombre d'incidents violents dans les deux provinces ait légèrement diminué en octobre par rapport aux mois précédents, des attaques sporadiques ont persisté dans le territoire de Bagata (Kwilu) et dans le territoire de Kwamouth (Maï-Ndombe), malgré les efforts des autorités locales pour protéger les civils et renforcer la cohabitation entre les communautés Teke et Yaka.

Rien qu'entre le 11 et le 18 octobre, près de 30 personnes ont été tuées dans ces deux territoires, selon l'ONU.

Les acteurs de l'aide ont fait part de leurs inquiétudes quant aux conditions précaires auxquelles sont confrontées les PDI résidant dans les communautés d'accueil des provinces de Kwilu et Maï-Ndombe. Dans la capitale du Kwilu, Bandundu, huit personnes sont mortes dans des sites d'accueil des PDI entre le 1er et le 24 octobre, selon les autorités locales. En outre, les acteurs humanitaires sont confrontés à d'importants problèmes d'accès physique et de sécurité pour atteindre les populations touchées par les violences communautaires dans les provinces de Kwilu et Maï-Ndombe, notamment dans la zone de santé de Kikongo (Kwilu), qui accueille plus de la moitié des PDI récemment déplacées dans les deux provinces. Selon l'ONU, à compter du 24 octobre, Kikongo n'était accessible que par voie fluviale et à moto depuis Bandundu.

En réponse aux besoins humanitaires des populations affectées par le conflit dans les provinces de Kwilu et Maï-Ndombe, le gouvernement de la RDC (GRDC) et les partenaires de l'USAID/BHA - dont l'UNICEF et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) - ont fourni une protection et une aide alimentaire, sanitaire et EAH aux populations affectées. Les partenaires de l'USAID/BHA assurent une coordination étroite avec les parties prenantes concernées, y compris les dirigeants communautaires et les agences de l'ONU, pour s'assurer que les besoins humanitaires des populations affectées par le conflit sont satisfaits en temps voulu.

### **Les populations du Tanganyika sont confrontées à des risques de protection et au choléra**

Les populations vulnérables - y compris les membres des communautés d'accueil, les personnes déplacées internes et les rapatriés - dans la province du Tanganyika, au sud-est de la RDC, sont confrontées à des risques continus en matière de protection, notamment l'extorsion, le travail forcé, le recrutement forcé d'enfants dans des groupes armés, la violence sexiste, les enlèvements et le pillage des biens, entre autres préoccupations graves. En particulier, l'ONU a documenté plus de 2 300 cas de violence sexiste au Tanganyika entre avril et juin, ce qui représente une augmentation de 60 pour cent par rapport aux trois premiers mois de 2022. Plus de 45 pour cent des cas de violence sexiste signalés se sont produits dans le territoire de Kalemie au Tanganyika, les territoires de Nyunzu et Kabalo enregistrant le deuxième taux le plus élevé de violence sexiste. Les acteurs de l'aide notent que les problèmes de protection sont souvent associés à d'autres besoins humanitaires ; par exemple, le manque d'accès à l'eau potable oblige les femmes et les enfants à parcourir des kilomètres pour s'en procurer, ce qui augmente le temps pendant lequel ils sont exposés à des agressions potentielles. Les partenaires de l'USAID/BHA apportent une assistance aux populations vulnérables affectées par les risques de protection au Tanganyika, le Conseil norvégien pour les réfugiés offrant un soutien en matière d'abris aux personnes réinstallées dans le territoire de Kalemie. Les partenaires Catholic Relief Services, Concern et World Relief International fournissent également une assistance en matière d'agriculture et de moyens de subsistance aux populations déplacées et aux communautés d'accueil dans le territoire.

L'insuffisance des infrastructures EAH dans de nombreuses régions du Tanganyika a également exacerbé une épidémie de choléra en cours et entravé l'efficacité des efforts de riposte, le GRDC ayant signalé plus de 170 cas dans la province entre le 17 et le 23 octobre seulement. Entre janvier et septembre, le nombre de décès liés au choléra au Tanganyika a été multiplié par dix par rapport à la même période en 2021, la propagation plus rapide de la maladie en octobre augmentant d'autant le risque de transmission. Les acteurs de l'aide demeurent préoccupés par le fait qu'une fermeture actuelle d'un mois de la centrale électrique de Bendera à Nyunzu pour une maintenance de routine pourrait entraver davantage l'accès à

l'eau potable pour les ménages des territoires de Kalemie et Nyunzu, ce qui pourrait à son tour augmenter le risque de transmission du choléra. En réponse aux besoins EAH liés à l'épidémie de choléra, les partenaires de l'USAID/BHA, l'International Medical Corps et Oxfam, ont adapté les programmes EAH existants pour soutenir la riposte au choléra en coordination avec les autorités locales de la ville de Kalemie.

## CHIFFRES CLES



**1,3 million**

Personnes ayant reçu une aide alimentaire et nutritionnelle du PAM durant le mois de septembre



**58,9 millions \$**

Soutien dédié de l'USAID/BHA aux opérations d'aide à la nutrition durant l'exercice fiscal 2022



**44,3 millions \$**

Soutien de l'USAID/BHA dédié aux programmes axés sur l'urgence vitale durant l'exercice fiscal 2022

## RIPOSTE DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS

### SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITION

Les partenaires de l'USAID/BHA, notamment le PAM, continuent de fournir une aide alimentaire d'urgence aux membres des communautés d'accueil, aux PDI, aux réfugiés et aux autres populations vulnérables confrontées à une insécurité alimentaire aiguë en RDC. Avec plus de 189,7 millions de dollars d'aide de l'USAID/BHA au cours de l'exercice 2022 et près de 10,6 millions de dollars à ce jour pour l'exercice 2023, les ONG partenaires et les agences des Nations Unies fournissent des transferts en espèces pour des denrées alimentaires, des bons d'alimentation et une aide alimentaire en nature (y compris des denrées provenant des États-Unis) pour aider les familles vulnérables à satisfaire leurs besoins alimentaires fondamentaux.

L'USAID/BHA a fourni plus de 58,9 millions de dollars au cours de l'exercice 2022 pour aider les partenaires à identifier et traiter les personnes confrontées à une malnutrition aiguë. Les ONG partenaires et les agences des Nations Unies réalisent également des activités pour améliorer les résultats dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition, notamment en distribuant des outils et des semences pour soutenir la production agricole domestique et en menant des campagnes de sensibilisation sur les besoins alimentaires. Qui plus est, l'USAID/BHA accorde un financement pour renforcer la coordination des interventions en matière de nutrition et de sécurité alimentaire, et veiller à ce que les populations les plus vulnérables bénéficient d'une assistance critique.

### SANTÉ

L'USAID/BHA a fourni environ 44,3 millions de dollars au cours de l'exercice 2022 pour élargir l'accès aux services de soins de santé primaires dans les communautés au sein des zones touchées par les conflits de la RDC, notamment en augmentant la disponibilité des médicaments essentiels et des fournitures, et en soutenant les efforts de surveillance et de traitement des maladies, entre autres activités. Plus particulièrement, l'USAID/BHA soutient l'approvisionnement et la distribution de kits de traitement post-exposition, ainsi que des formations aux professionnels de santé, ce qui améliore la gestion clinique des cas de violence sexiste dans les installations sanitaires de cinq provinces. L'USAID soutient également les efforts de sensibilisation, en encourageant l'adoption des pratiques

exemplaires recommandées en matière de santé et d'hygiène pour éviter la propagation des maladies transmissibles, y compris la maladie à coronavirus (COVID-19). Les partenaires du Bureau de la population, des réfugiés et des migrations du Département d'État (Département d'État/PRM) des États-Unis soutiennent les soins médicaux primaires, notamment les soins de santé apportés aux mères et aux enfants, ainsi que l'approvisionnement de médicaments et de matériel essentiels, au profit des réfugiés de la République centrafricaine (RCA) voisine dans les provinces de Nord-Ubangi et Sud-Ubangi de la RDC. Le Département d'État/PRM soutient également le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) dans la fourniture de médicaments essentiels et de produits nutritifs aux centres de santé pour les camps qui accueillent des réfugiés de la RCA dans les provinces de Nord-Ubangi et Sud-Ubangi.



**21,3 millions \$**

Soutien dédié de l'USAID/BHA aux programmes axés sur la protection durant l'exercice fiscal 2022

## PROTECTION

Les partenaires humanitaires du gouvernement américain fournissent des services de protection critiques pour faire face aux besoins dans les zones de la RDC touchées par les conflits. L'USAID/BHA a fourni environ 21,3 millions de dollars au cours de l'exercice 2022 et a fourni à ce jour environ 198 000 dollars pour l'exercice 2023 en soutien aux partenaires qui mettent en œuvre des activités de protection dans le pays, notamment l'instauration d'espaces sécurisés pour les enfants et les victimes de violence sexiste, et la fourniture de services de protection de l'enfance et d'aide psychosociale, entre autres activités. Parallèlement, et en partenariat avec le Département d'État/PRM, le HCR fournit aux familles déplacées et aux membres des communautés d'accueil des kits d'articles de première nécessité et distribue des kits d'hygiène aux femmes et aux filles.



**22,8 millions \$**

Soutien dédié de l'USAID/BHA aux programmes axés sur les abris et les camps durant l'exercice fiscal 2022

## ABRIS ET CAMPS

Avec plus de 22 millions de dollars de financement au cours de l'exercice 2022, les partenaires de l'USAID/BHA fournissent une aide au logement aux PDI et aux rapatriés dans les zones de la RDC touchées par la crise que traverse le pays. Les partenaires du gouvernement américain jouent un rôle majeur dans la construction d'abris d'urgence pour les personnes déplacées et la gestion des camps destinés aux PDI et aux réfugiés en RDC. Les partenaires de l'USAID/BHA fournissent également des solutions d'hébergement à plus long terme aux rapatriés dans les zones où la situation s'est stabilisée, en complément d'une assistance juridique pour aider les familles à obtenir des terres pour l'agriculture et le logement dans les zones où les PDI sont relogées. En partenariat avec le Département d'État/PRM, le HCR a mis en place des centres qui entreprennent des activités d'aide, comme des transferts d'argent en espèces aux réfugiés et aux membres des communautés d'accueil, dans les trois provinces qui accueillent des réfugiés de la RCA. Suite aux violences à Rutshuru, l'agence des Nations Unies a construit plus de 1 000 nouveaux abris d'urgence dans l'est de la RDC, y compris des abris provisoires pour les personnes souffrant de handicaps, à la mi-septembre. Les partenaires du gouvernement américain fournissent également des produits de secours et des articles

ménagers, comme des couvertures, des matelas, des outils et des récipients d'eau, afin de répondre aux besoins de base des PDI, des rapatriés et des réfugiés.



**59,7 millions \$**

Soutien dédié de  
l'USAID/BHA aux  
programmes axés sur  
l'aide EAH durant  
l'exercice fiscal 2022

## **EAH**

L'USAID/BHA a fourni environ 59,7 millions de dollars au cours de l'exercice 2022 et plus de 11,4 millions de dollars à ce jour pour l'exercice 2023 en soutien aux activités d'aide EAH à travers le pays, afin d'améliorer l'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement et de réduire la propagation des maladies infectieuses, comme le choléra et la rougeole. Les activités soutenues par le gouvernement américain comprennent la construction et la réhabilitation d'infrastructures EAH, notamment des postes de lavage des mains, des latrines, des douches et des points d'eau ; le transport de réserves d'eau d'urgence aux sites accueillant des PDI et des réfugiés ; ainsi que la distribution de kits d'hygiène et d'autres produits essentiels d'aide EAH. En partenariat avec le Département d'État/PRM, le HCR et ses partenaires ont construit des latrines communautaires et des salles de bains, et ont fourni d'autres formes d'aide aux réfugiés de RCA dans le Centre de développement de Modale, dans le Nord-Ubangi. Face aux besoins humanitaires à Rutshuru, le HCR a également construit près de 50 cuisines collectives, latrines et blocs sanitaires dans l'est de la RDC pour améliorer les conditions EAH et éviter la propagation des maladies, à la mi-septembre.



## RESUME DU CONTEXTE

- Malgré la mise en œuvre d'un accord de paix en 2003, les combats entre les forces loyales au GRDC et différentes entités armées, notamment les Forces démocratiques de libération du Rwanda et le groupe Mai-Mai, continuent de faire rage et contribuent à des niveaux élevés d'insécurité et de déplacement des populations dans l'est de la RDC.
- Les violences, l'accès humanitaire restreint, les piètres infrastructures, les recrutements forcés dans les groupes armés et l'accès limité aux terres agricoles et aux marchés traditionnels ont contribué à la dégradation des conditions humanitaires dans plusieurs parties de la RDC, déclenchant ainsi un déplacement interne généralisé et l'exode des populations réfugiées.
- Invoquant une hausse du nombre d'attaques armées à l'encontre des civils, le Président de la RDC, Félix Tshisekedi, a décrété un état de siège de 30 jours dans les provinces d'Ituri et du Nord-Kivu le 6 mai 2021, qui est toujours en vigueur en novembre 2022. Le décret du GRDC élargit grandement les pouvoirs des FARDC dans les deux provinces, autorisant les représentants militaires à assumer provisoirement le contrôle des gouvernements provinciaux.
- De nouveaux affrontements entre les FARDC et le M23 dans les territoires de Rutshuru et Nyiragongo, qui ont débuté fin octobre 2022, ont provoqué le déplacement de centaines de milliers de personnes, ce qui a engendré une augmentation des violations de la protection et des besoins humanitaires dans la région.
- Le 4 novembre 2021, la chargée d'affaires américaine Stephanie Miley a renouvelé une déclaration de besoin humanitaire pour l'exercice 2023 en raison des conditions actuelles d'urgence complexe en RDC, invoquant le niveau élevé de besoins humanitaires non comblés dans le pays, dépassant la capacité de réponse du gouvernement et la volonté du GRDC à accepter l'aide humanitaire.

## FINANCEMENT HUMANITAIRE DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN EN INTERVENTIONS D'URGENCE EN RDC POUR L'EXERCICE FISCAL 2023 <sup>1,2</sup>

PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE	ACTIVITÉ	LIEU	MONTANT
<b>USAID/BHA</b>			
CONCERN	Agriculture, Systèmes de marchés et de redressement économique (ERMS), Aide alimentaire, EAH	Tanganyika	13 596 031 \$
Mercy Corps	Agriculture, ERMS, Aide alimentaire, Coordination humanitaire, Gestion de l'information Évaluations, Aide polyvalente, Protection, EAH	Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika	22 183 673 \$
Programme de Promotion de Soins de Santé Primaire	EAH	Nord-Kivu	500 000 \$
Tearfund	Agriculture, EAH	Nord-Kivu	5 916 931 \$
	Soutien au programme		17 954 \$
<b>FINANCEMENT TOTAL USAID/BHA</b>			<b>42 214 589 \$</b>
<b>FINANCEMENT HUMANITAIRE TOTAL DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN EN INTERVENTIONS D'URGENCE EN RDC POUR L'EXERCICE FISCAL 2023</b>			<b>42 214 589 \$</b>

<sup>1</sup> L'année de financement indique la date d'engagement ou d'obligation, et non d'affectation, des fonds. Les chiffres de financement reflètent le financement annoncé publiquement à compter du 22 novembre 2022.

<sup>2</sup> Valeur estimée de l'aide alimentaire et des frais de transport au moment de l'achat ; sous réserve de modifications.



## INFORMATIONS SUR LES DONNS PUBLICS

- La façon la plus efficace de contribuer aux efforts d'assistance consiste à verser des dons aux organisations humanitaires qui interviennent. La liste des organisations humanitaires qui acceptent des dons pour des interventions d'aide aux populations victimes de catastrophes dans le monde est disponible sur [www.interaction.org](http://www.interaction.org).
- USAID encourage les dons en argent, car ils permettent aux professionnels de l'aide d'acheter exactement ce qui est nécessaire (souvent dans les régions touchées), de réduire la mobilisation des ressources rares (comme les routes, le temps du personnel et les espaces de stockage), de transférer très rapidement l'aide sans coûts de transport, de soutenir l'économie des régions frappées par une catastrophe ainsi que d'offrir une assistance respectant les contraintes locales d'ordre culturel, alimentaire et environnemental.
- Pour obtenir des informations supplémentaires sur ces recommandations, contacter :
  - Centre d'information USAID sur les catastrophes internationales : [cidi.org](http://cidi.org)
  - Des informations supplémentaires sur les activités d'aide aux populations sinistrées sont disponibles sur le site [reliefweb.int](http://reliefweb.int).

Les bulletins d'information de l'USAID/BHA sont disponibles sur le site USAID à l'adresse URL suivante : [usaid.gov/humanitarian-assistance/where-we-work](http://usaid.gov/humanitarian-assistance/where-we-work)